

---

# LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.*

Nº. LXIX.

---

*Du Mercredi 2 Septembre 1789.*

*Affaires des Colonies.*

A la séance du samedi 29 au soir, pendant qu'on agitoit la question de la libre circulation des grains, & la défense provisoire de l'exportation, M. le comte de Reinaut, député de Saint-Domingue, en adoptant la libre circulation des grains dans l'intérieur du royaume, & la défense de l'exportation à l'étranger, a observé :

Que le commerce de France, chargé exclusivement de pourvoir les colonies de farines, ne pourroit, dans cette circonstance, en fournir suffisamment à Saint-Domingue, puisque dans les temps ordinaires il n'y en importoit, année commune, que cent cinquante mille barils, que cette provision suffisoit à peine pour les colons.

Que la colonie n'avoit cessé, depuis vingt cinq ans, de demander qu'il lui fût permis d'en tirer de la nouvelle Ang

Tom. II,

Ff



gleterre, pour les nègres, dont il périssoit un nombre infini chaque année, parce que les sécheresses, les ouragans ou les pluies surabondantes détruisent les vivres du pays, qui d'ailleurs ne peuvent se conserver en magasin; que la fourniture de farines pour les nègres, monteroit par an à quatre cent mille barils pour la colonie seule de Saint-Domingue, à raison d'un baril par an, par tête de nègres.

Que M. le marquis du Chilleau, gouverneur général de Saint-Domingue, convaincu de ses vérités, sur-tout dans la circonstance de disette de grains où est la France, & d'une sécheresse affreuse dans la colonie, a rendu une ordonnance, le 20 mai 1789, portant permission aux étrangers d'introduire des farines & du biscuit, & de se charger en denrées de la colonie, pour le montant seulement des farines qu'ils y importeront; l'expérience a démontré que ces étrangers n'importeroient point de farines, vu l'impossibilité d'être soldés autrement du produit de leurs cargaisons.

Que cette ordonnance avoit été cassée par un arrêt du conseil, à l'insçu des députés de Saint-Domingue, & sans qu'ils aient même été entendus.

M. de Reinaut a conclu à ce que la dernière ordonnance fût provisoirement rétablie & exécutée selon sa forme & teneur, jusqu'à ce que l'assemblée nationale prononce définitivement sur les loix hodieuses & barbares de la prohibition des farines étrangères dans la colonie.

M. de Cochent, député de Saint-Domingue, a appuyé cette demande de la manière la plus forte & la plus énergique; & la question ayant été reprise dans la séance de lundi soir, la prétention des députés des colonies a été



fortement combattue par M. Guineband ; négociant de Nantes , & M. Huard , négociant de Saint-Malo ; après avoir justifié de quelques imputations d'intérêts les négocians français , qui ne veulent que la prospérité du royaume , essentiellement liée à celle du commerce , ils ont dit qu'ils vouloient traiter la question du commerce des colonies par des mémoires appuyés sur des faits , & par des principes de la plus exacte justice ; que l'exportation des farines de France pour les colonies étoit une partie essentielle du commerce , & qu'on ne pouvoit statuer sur la demande des députés de Saint-Domingue , qu'après avoir consulté , 1°. le gouvernement sur l'état des colonies ; 2°. les places de commerce auxquelles le comité des colons de Saint-Domingue a écrit , le 27 du mois d'août , pour se concilier sur les intérêts du commerce ; 3°. un comité de négocians députés des diverses villes à la suite de l'assemblée nationale , auquel le comité de Paris a également écrit , & qui a remis à l'assemblée un mémoire qui a été lu.

M. Hérard a pris cette occasion pour rappeler sa motion du 24 juillet , tendante à l'établissement d'un comité de commerce. Il a lu l'ordonnance de M. du Chilleau , du 9 mai , rendue malgré l'opposition de M. l'intendant , & l'arrêt du conseil , du 2 juillet , qui casse cette ordonnance , il a dit que le cas n'étoit pas instant , puisque l'importation des farines étrangères avoit lieu d'après cet arrêt ; que les administrateurs qui sont sur les lieux ne manquent jamais d'ordonner l'introduction des comestibles ; d'où il a conclu que dans tous les cas l'assemblée ne pouvoit statuer qu'après l'instruction que les négocians offroient de donner de suite.

D'après ces raisons , l'assemblée a cru qu'elle devoit ren-



Voyer la décision de cette affaire à une autre séance , dans laquelle le comité des subsistances fera son rapport.

*Séance d'hier.*

Elle a commencé par une mention honorable des adresses de plusieurs villes du Hainaut & de l'Alsace; ainsi que de celles de Mont-Bar en Bourgogne, Sainte-Gabelle en Languedoc, Rocroi, Mont-Médi & de quelques autres.

M. l'évêque d'Autun a lu ensuite un extrait des registres du bailliage d'Autun, portant que les électeurs de ce bailliage ont délibéré de donner pouvoir à leurs députés, de renoncer à tous les privilèges du duché de Bourgogne.

Lors de la lecture des procès-verbaux des jours précédens, M. de la Blangue a réclamé qu'il fût fait mention dans le procès-verbal, de la renonciation faite par un baron de Languedoc à sa baronnie.

M. le président a fait lire une lettre de MM. les officiers du régiment de Touraine, dont plusieurs ont généreusement renoncé aux pensions qu'ils avoient sur l'école royale militaire; après ce noble témoignage d'adhésion aux décrets de l'assemblée nationale, leur lettre annonçoit un pareil sacrifice de la part de M. le chevalier de Montalembert, qui remettoit à la nation une pension acquise par ses services & par la perte d'un œil, dans un combat naval en Amérique.

Après les applaudissemens que ces actions généreuses ont excités dans l'assemblée, M. le président a dit qu'il en feroit fait mention dans le procès-verbal.

En politique comme dans la nature, la maturité est le fruit du temps; il y a deux jours qu'on entendoit prononcer le nom de *veto absolu*, c'est-à-dire, un nom qui ne peut rappeler aucune idée de gouvernement légitime &



qui doit effrayer tous les peuples libres ; aujourd'hui ce n'est plus qu'un *veto suspensif*, un appel au peuple, que quelques-uns proposent ; voilà le moment qui peut amener des réformes utiles , & faire bénir une autorité que les politiques disent nécessaire à un grand peuple , & que les Français ont adoré par une sorte d'instinct qui faisoit seul leur patriotisme , quand même il n'y avoit plus de patrie. C'est sur la question de la sanction royale , que les débats ont été ouverts , question importante , parce qu'elle tend à ne laisser à l'autorité que ce qu'elle a de salutaire ; question délicate que l'Angleterre encore féodale a traitée dans des circonstances orageuses , & que l'Amérique républicaine n'a pas dû même prévoir ; question neuve en France ; si l'on considère que , sous la première race , les rois n'étoient que les présidens des assemblées nationales ; que , sous la seconde , ils ne faisoient que proposer des projets de loix , & promulguer la volonté générale ; que , sous la troisième , pendant les états-généraux , ils faisoient des ordonnances d'après le vœu des états , & sous les parlemens , ils faisoient la loi que les cours devoient sanctionner. C'étoit donc des intérêts nouveaux à traiter , des usages différens à établir ; tous les abus des monarchies à attaquer ; tous les excès du pouvoir à éloigner , & des droits chers & précieux à tous les hommes à discuter dans une convention législative & solennelle. L'assemblée étoit calme & attentive , en proportion des grands intérêts qui alloient l'occuper.

M. le duc de Liancourt , après avoir posé les deux questions suivantes , 1°. la sanction royale est-elle indispensablement nécessaire pour donner force & caractère à la loi ? 2°. le roi doit-il faire partie de la législation ; a cherché à prouver que si tous les représentans de la nation ont reçu l'ordre de régénérer la constitution , l'assemblée



nationale ne peut attaquer la sanction du roi ; qu'elle n'est pas une constitution nationale ; qu'il auroit fallu des pouvoirs impérieux , pour donner d'autres formes à la monarchie ; que le roi avoit eu jusqu'à présent la législation ; que pour les temps ultérieurs , le roi doit en faire partie ; que le roi n'aura de défense , qu'avec une portion du pouvoir législatif ; que le moyen de défense est le droit d'arrêter la puissance législative , quand elle peut s'étayer de l'intérêt général , que la limitation des impôts & la permanence ne peuvent laisser d'inquiétude sur cette portion du pouvoir législatif accordé au roi ; qu'en évitant les variation politique , c'est assurer le bonheur de l'état & la sûreté de la constitution ; que le pouvoir exécutif n'est rien s'il ne concourt ; qu'il n'est qu'un fantôme pour la multitude , & le jouet de tous les partis , & qu'enfin la sanction du roi doit être entière.

M. Sales relevoit le peuple , pour prouver qu'il étoit digne de liberté , il réfutoit toutes les calomnies faites contre le peuple qu'il ne croyoit quelquefois injuste que par la faute des gouvernemens & des loix , & par la misère qui l'accable.

« Qu'importe , disoit-il , que le *veto* ne soit pas applicable à la constitution , les loix subséquentes ne sont-elles pas les plus essentielles , & que deviendront les arrêtés du 4 août , si l'on admet le *veto* fatal ? »

Tout gouvernement commence par respect les loix ; il ne les attaque pas de front ; il les altère insensiblement , & le peuple ne se réveille que pour sentir la pesanteur de ses fers ». M. Sales , en disant que l'Angleterre ne jouit pas de la liberté politique , mais seulement de la liberté civile , s'est appuyé sur une observation politique & profonde de



l'auteur du *Contrat social*, dont le nom immortel doit être béni par tous les peuples qui aiment les loix, & qui sont dignes de la liberté.

Ici un nouvel incident a interrompu la suite des débats. M. Rabaud de Saint-Etienne, embrassant les trois questions, de la sanction, de la permanence & des deux chambres, a fait sentir leur dépendance mutuelle, & sur-tout l'influence que leurs décisions différentes pouvoient produire sur la nature du *veto*. Il a rappelé l'ordre naturel des idées, qui demandoient qu'on fixât le pouvoir législatif avant de pouvoir examiner ses dépendances ; il demandoit en conséquence que la décision du *veto* fût renvoyée après la discussion de la permanence & des deux chambres.

MM. Goupille, Dupont, Target, de Lameth, de Clermont-Tonnerre & autres, ont discuté rapidement cette question. Le plus grand nombre réclamoit l'ordre du jour, & M. le président a dit que la discussion seroit continuée, que les orateurs pourroient traiter en même temps les questions, & que la discussion étant finie, on renverroit la décision si on le trouvoit nécessaire.

M. Malouet reprenant les débats sur la sanction, disoit quel étoit le droit conféré au chef de la nation par elle-même, de déclarer qu'une telle résolution de ses représentans est ou n'est pas l'expression de la volonté générale. . . . Elle est le seul moyen de fixité dans les principes, d'inviolabilité dans les formes du gouvernement. Elle est nécessaire au repos de la nation comme à la sûreté de ses représentans ; ils ont un intérêt personnel à la désirer ; car elle les défend contre les soupçons & les inquiétudes du peuple & leur concilie sa confiance. . . . Le vœu général de tous les bailliages est, que le roi participe par sa sanction à la puissance législative. Cette intention diversement exprimée,



est la même dans tous nos mandats. . . . . Quant au *veto* royal, je crois que son expression doit être simple & absolue, sans qu'il soit nécessaire d'énoncer les motifs en dernière analyse, ils ne seroient jamais que suspensifs, si la nation persistoit à desirer la loi proposée par ses représentans. Le roi ne peut donc faire usage de son *veto* au préjudice de la liberté nationale. J'admets la sanction & le *veto* comme une garantie précieuse de la liberté & de la puissance de la nation, de la sûreté des représentans & de l'indépendance nécessaire du monarque.

M. Pethion de Villeneuve soutenoit au contraire, que le *veto* ne devoit être que suspensif, à moins de violer les principes & les droits imprescriptibles de la nation; il trouvoit que le *veto* absolu étoit, en politique, la plus funeste des inventions. Il condamnoit la division des gouvernemens, faite par Montesquieu, & c'est la partie de son ouvrage la plus systématique & la plus contestée. Il réfutoit les admirateurs de la constitution angloise, dont il présentoit les vices nombreux sur la chambre haute & sa manière de la composer, sur les élections, sur le *veto* absolu du roi, objet des réclamations des bons citoyens.

Il présentoit ensuite tous les pouvoirs exécutifs qui s'étoient emparés du pouvoir législatif, dans tous les états de l'Europe, & il montrait le danger d'un pouvoir héréditaire, toujours en activité & toujours dangereux, si on lui donnoit une portion du pouvoir législatif. Il prouvoit que ce dernier ne pouvoit jamais usurper l'exécutif, parce qu'il étoit annuel ou triennal, & que par ce changement continuel il ne pouvoit jamais entreprendre des invasions. Enfin, il n'est pas possible, ajoutoit-il, que la nation perde ses pouvoirs par des pouvoirs émanés d'elle; ils doivent être tous dans sa dépendance. Or, si le roi



arrêtoit absolument la loi, la nation seroit inférieure au roi qu'elle a créé. Ainsi, tout *veto* de sa nature est *suspensif*; c'est un appel à la nation, soit qu'il vienne de l'un ou de l'autre des pouvoirs.

M. de Mirabeau a entrepris de prouver la nécessité de la sanction royale, pour déclarer qu'elle est la volonté générale. Il l'a représentée, non comme un droit du roi, mais comme un droit du peuple, & pour ainsi dire son domaine; il a prétendu que sans cette sauve-garde de la liberté publique, l'assemblée elle-même pourroit dégénérer en véritable aristocratie, pire que le despotisme, parce que ce seroit le despotisme de la loi, qu'elle pourroit empiéter sur le pouvoir exécutif, le réduire insensiblement à rien, & anéantir ainsi le vrai ressort de la puissance publique, si nécessaire à la sûreté générale.

L'orateur auroit, ce semble, atteint le même but, sans exposer la nation aux dangereuses conséquences du *veto* royal, en le réduisant à s'opposer aux entreprises du pouvoir législatif, sur la prérogative royale une fois réglée par la constitution, & en rendant indépendant de cette entrave tout le surplus de la constitution françoise, c'est-à-dire, l'organisation de tous les autres pouvoirs & tous les détails de la législation; mais il est bien difficile que l'esprit emporté par l'amour de la vérité s'arrête au but, ou ne le dépasse. M. de Mirabeau n'a pas dissimulé que le vice du *veto* royal pourroit être quelquefois d'empêcher une bonne loi, & pour compensation de ce vice, il a observé que le *veto* pourroit aussi en empêcher une mauvaise.

Il restoit à calculer laquelle des deux occasions doit se présenter le plus souvent, & lequel des deux devoit



se tromper le plus facilement sur les intérêts du peuple bien entendus; du peuple lui-même par l'œil de ses représentans, ou du roi toujours environné d'hommes dont l'intérêt est le plus souvent contraire à celui du peuple.

M. de Mirabeau a senti la nécessité de rendre le peuple juge du différent que le *veto* royal auroit élevé entre le chef de la nation & ses représentans, & il a rendu hommage sur ce point à la supériorité du discernement d'une nation entière sur celui d'un seul homme. En conséquence, il n'a regardé le *veto* royal, que comme un *appel au peuple*, fait par le roi, des décrets qui le grevent, quoique émanés de l'assemblée nationale: pour cela, il a proposé que le *veto* royal, sur une loi quelconque, seroit toujours suivi, 1°. de la dissolution de l'assemblée; 2°. de la convocation d'une autre; 3°. des nouveaux pouvoirs donnés aux députés de nouvelle élection sur la loi frappée du *veto*.

C'est dommage que toutes ces conditions du *veto* royal aient eu, pour fondement un point qui n'est pas encore décidé, la *permanence* de l'assemblée nationale présentée par le comité, & que M. de Mirabeau a dit être à peu près convenue.

Mais cette permanence fut-elle déjà décrétée, il manqueroit encore à cette théorie du *veto*, de savoir ce qu'il deviendrait si, en conséquence des nouveaux pouvoirs donnés aux nouveaux députés dans les assemblées élémentaires, l'assemblée nationale confirmoit la loi *vétée*.

Il faut convenir cependant, que M. de Mirabeau a laissé dans ce cas deux ressources à la nation; l'une de forcer le roi par l'empire de l'opinion publique, à retirer



Un *veto* improuvé par un peuple éclairé ; l'autre de lui refuser l'impôt. Mais il nous semble qu'il a lui-même anéanti la première de ses ressources, en déplorant ailleurs le peu d'influence de l'opinion publique sur les ministres ; & la seconde, en faisant observer qu'affaiblir le ressort du pouvoir exécutif, seroit l'acte le plus funeste à la chose publique ; ainsi de ces deux ressources, l'une seroit une chimère que l'histoire du passé fait évannouir ; l'autre, une insurrection de la nation, qui lui seroit mille fois plus fatale que la soumission au *veto* d'une loi favorable.

Cependant la crainte que les représentans du peuple ne se portent à l'affervir par l'abus du pouvoir même qu'ils auroient tenu de lui, pourroit subsister encore, si le *veto* proposé par M. de Mirabeau étoit absolument rejeté. Or rien quand il s'agit des précautions contre l'abus des pouvoirs quelconques, ne peut être négligé par une nation qui, suivant l'expression de M. de Mirabeau, ne régénère pas une ancienne constitution, mais qui, privée de toute constitution, en crée enfin une toute nouvelle.

Il paroîtroit bien plus simple de donner à la loi qui n'abuse jamais d'elle-même, le *veto* que M. de Mirabeau donne au prince qui est entouré de personnes qui peuvent abuser de son autorité. Ce *veto* de la loi consisteroit dans un décret par lequel, à l'exception de la constitution entière qui est très-urgente & impérieusement commandée par la nation, aucune loi désormais décrétée dans une nouvelle session, n'acqueroit force de loi, qu'autant qu'elle seroit confirmée par la session suivante, sauf à l'assemblée à en ordonner dans les cas urgents, l'exécution provisoire.

Quoiqu'il en soit, le décret qui sera rendu par l'assemblée sur la sanction royale & le *veto*, fixera bien des doutes ; & du milieu des débats naîtra l'oracle de la sagesse.



On souscrit à Paris, chez CUSSAC, libraire, au Palais-Royal. N<sup>os</sup>. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent.